

Panel A

Les villes intermédiaires comme « plus-value » et les citoyen·ne·s comme moteur de la croissance économique

Vendredi 6 juillet – 10h30-11h45

Le Forum de CGLU sur les villes intermédiaires est un mécanisme de consultation et d'élaboration de politiques qui culmine par un événement tous les deux ans. Le Forum, conçu comme un processus politique, est dirigé par la ville de Chefchaouen avec le soutien d'un noyau de villes intermédiaires pilotes.

À titre de préparatifs de ce premier Forum mondial des villes intermédiaires, une série de forums régionaux ont été organisés. Ces discussions à l'échelle régionale ont permis de mettre en lumière les défis et les opportunités rencontrés par les villes intermédiaires en tant qu'actrices essentielles du développement durable, et leur rôle particulier dans la localisation des différents agendas mondiaux (Accord de Paris, Agenda 2030, Cadre de Sendai, Nouvel agenda urbain).

Un ensemble de thématiques et recommandations clés ont été identifiées, et des contributions ont été formulées, qui seront discutées lors des différentes tables thématiques. Les principales propositions qui émergeront de ces sessions seront incluses dans la Charte des villes intermédiaires du monde.

De nombreux défis auxquels font face les villes intermédiaires dans les processus de mise en œuvre sont directement liés à la croissance économique, en général sous des principes macro-économiques, qui échouent à prendre en considération les forces et réalités spécifiques à l'échelle locale.

L'esprit de l'Agenda 2030 vise à l'égalité de la croissance, fondée sur le développement humain durable : les ODD 1, 2 et 4 placent les personnes et leur développement au centre. Dans cette lignée, il est crucial d'envisager de nouveaux modèles économiques plus proches des réalités des citoyen·ne·s et de leur potentiel et talents.

Questions et recommandations

1. L'attractivité dans les villes intermédiaires

- La mobilité pose un défi aux villes intermédiaires : s'attaquer à ce problème de façon durable pourrait générer de la « croissance verte » et faciliter les échanges, tout en restructurant les marchés et les investissements, avec cette étiquette « éco-croissance ».
- La localisation de l'Agenda 2030 suppose la possibilité de renouveler et redonner de la vigueur aux stratégies de participation citoyenne et au dialogue public-privé pour accroître les investissements publics et privés.
- Les villes intermédiaires ont besoin d'aides pour attirer les investissements, en particulier les investissements verts, afin de stimuler la promotion du développement économique et social durable.
- Les mesures fiscales entravent souvent les investissements dans les villes intermédiaires. Si l'on veut encourager la croissance dans les villes intermédiaires et sur leurs territoires, il faut mettre en place un certain nombre de mesures fiscales/financières spécifiques.

PROPOSITIONS :

Mobilité

- *Développer des plans de mobilité à court/moyen/long terme pour les villes intermédiaires, qui tiennent compte de la connectivité au sein du réseau national des villes. Des plans de mobilité coordonnés qui améliorent l'accessibilité de tou·te·s.*

Soutenir l'exonération fiscale des investissements verts dans les villes intermédiaires et sur leurs territoires afin d'accroître la croissance économique à l'échelle nationale :

- *Simplifier la façon dont la fiscalité locale est appliquée afin de mieux tenir compte du contexte réel des villes intermédiaires.*
- *Au vu de la croissance soutenue de la population urbaine, surtout dans les villes intermédiaires, un meilleur partage des ressources publiques s'avère nécessaire.*

Finance municipale

- *Créer des coalitions élargies pour explorer les possibles instruments financiers innovants et les capitaux à disposition des gouvernements locaux pour progresser dans le développement durable. Travailler sur les trois piliers de la finance municipale : revenus autonomes (efficacité, dynamisme), examens fiscaux intergouvernementaux (rationnels et prévisibles) et Cadre d'emprunt (accès ouvert et axé sur les critères).*

Dialogue entre les métropoles et les villes intermédiaires

- *Générer un dialogue entre les métropoles et les villes intermédiaires en vue de mettre en œuvre les agendas mondiaux et vers une co-création du développement durable à l'échelle locale.*
- *Encourager les investissements des métropoles vers les villes intermédiaires, pas seulement dans les périphéries, mais également sur les autres territoires.*

2. Politiques migratoires pour les villes intermédiaires

- *Les stratégies de gestion des migrations peuvent aider à en faire une force motrice du développement des villes intermédiaires, à condition qu'un environnement porteur soit proposé pour permettre aux villes intermédiaires de faire face à ces défis.*
- *Lorsqu'elles abordent les problèmes migratoires, les villes intermédiaires se retrouvent face à la question de l'inclusion des communautés migrantes. Les expériences locales abordent ces aspects de différentes façons, qui pourraient être considérées comme des approches innovantes, dont le fort potentiel permettrait de les partager et de les intégrer aux politiques et programmes au niveau national, en particulier compte tenu de l'échelle de la ville et de sa proximité avec ses citoyen·ne·s, qui facilite ainsi l'inclusion des migrant·e·s.*

PROPOSITIONS :

Engagement à l'échelle internationale

- *Au niveau international : effectuer un suivi et une évaluation des flux migratoires, faciliter le développement de compétences/accréditation et certification. Améliorer l'accès aux services publics fondamentaux tels que l'éducation, la santé et le logement.*
- *Générer un fonds spécifique au niveau international ou continental géré dans le cadre d'un dialogue multi-niveaux pour les villes intermédiaires sur cette thématique particulière.*
- *Le développement d'une citoyenneté urbaine fondée sur des processus participatifs comme outil d'inclusion pour intégrer les groupes vulnérables, y compris les*

migrant·e·s, à travers la co-construction et le partage des valeurs essentielles et de l'ADN de la ville.

Des engagements au niveau national doivent être établis pour :

- *Garantir l'inclusion des migrant·e·s dans les villes intermédiaires. Des mécanismes multi-niveaux concernant la gestion des migrations, avec renforcement du rôle primordial des villes intermédiaires.*
- *Garantir aux gouvernements locaux des villes intermédiaires les bonnes conditions au niveau de la planification administrative et stratégique pour leur permettre de devenir des « accueillantes », notamment de par leur proximité avec les citoyen·ne·s et étant donnée l'échelle de la ville.*

3. Faire face au secteur informel dans les villes intermédiaires

- Des aides sont nécessaires pour faciliter aux vendeur·se·s la transition de l'informalité vers l'économie formelle.
- Des mesures nationales sont nécessaires pour réduire les impôts sur les activités informelles et les transformer en entrepreneuriat individuel, à travers un allègement fiscal spécifique dans les villes intermédiaires.
- Les villes intermédiaires ont besoin de stratégies pour générer des espaces sûrs et productifs, qui attirent les vendeur·se·s ambulant·e·s.
- Les villes intermédiaires tireraient avantage de stratégies « macro » qui permettraient un retour « micro », et génèreraient du bien-être, des revenus, une bonne santé et qualité de vie pour tou·te·s les habitant·e·s des territoires
- La localisation de l'ODD 1 : « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde », offre une opportunité pour le développement humain à l'échelle locale.
- Les villes intermédiaires peuvent aider à acheminer l'entrepreneuriat individuel vers une économie structurée.
- Les villes intermédiaires peuvent fournir les conditions aux entrepreneur·se·s individuel·le·s de grandir au sein d'un marché global et d'établir un lien avec les marchés internationaux structurés, en se basant sur la connectivité et l'innovation.

PROPOSITIONS :

- *Développer des stratégies nationales à l'échelle nationale qui se fondent sur les technologies innovantes afin de connecter l'entrepreneuriat local entre les différentes villes intermédiaires, au sein d'un système national urbain commun, et entre les villes intermédiaires à l'échelle internationale.*
- *Générer une chaîne d'approvisionnement de valeur de produits à travers différents types de villes intermédiaires (ex. : villes rurales-villes côtières, métropoles-périphéries) en se basant sur l'entrepreneuriat local.*
- *Au niveau national : politiques pour évaluer et soutenir les chaînes d'approvisionnement entre l'économie informelle et formelle pour mieux connaître l'économie de la ville, faciliter la normalisation, la qualité et les normes de travail, en particulier pour les femmes et les enfants.*